

## Les universitaires et les Étudiants palestiniens font face à une campagne d'arrestations intensifiées

### Description

Par Wagdy Sawahel, le 22 novembre 2023

Alors que le conflit centré sur Gaza se poursuit, les universitaires et les Étudiants de Cisjordanie occupée, confrontés à une campagne d'arrestations intensifiées, ont lancé un appel à l'aide de la communauté internationale pour protéger les universités du territoire des pleins impacts de la guerre.

Jaser Mohammad Khalil, directeur du département de planification et de contrôle de la qualité de l'Université ouverte d'Al-Quds, a déclaré : « Ce ne sont pas seulement les universités de Gaza qui souffrent des attaques militaires israéliennes, mais aussi les universités situées en Cisjordanie. »

Selon la [Société des prisonniers palestiniens](#), au 21 novembre, 3 000 Palestiniens avaient été arrêtés en Cisjordanie depuis le 7 octobre. La plupart des personnes arrêtées sont des universitaires et des Étudiants soupçonnés d'être impliqués dans des activités politiques.

Selon Khalil, les universités de Cisjordanie sont soumises à une campagne israélienne intensifiée visant à arrêter les cadres universitaires et les Étudiants militants. Il a déclaré que le nombre d'Étudiants arrêtés au cours des deux premières semaines de la guerre était estimé à pas moins de 300.

« Cette campagne est intensifiée ces derniers temps ! Certains jours, le nombre moyen de détenus atteint 30 à 60 ; la plupart d'entre eux sont des Étudiants universitaires ! Les postes de contrôle militaires fouillent les téléphones portables des jeunes hommes et arrêtent ou maltraitent toute personne diffusant du contenu favorable à la résistance », a déclaré Khalil.

Un certain nombre d'universités de Cisjordanie ont annoncé la mort d'Étudiants et d'universitaires suite aux attaques israéliennes. Il s'agit notamment [de l'Université de Bethléem](#), [de l'Université de Birzeit](#) et [de l'Université technique de Palestine à Kadoorie \(PTUK\)](#).

### Les troupes israéliennes envoyées dans les universités

Deux établissements d'enseignement de Cisjordanie ont été pénétrés par les forces israéliennes. Dans un [communiqué du 16 novembre](#), PTUK a déclaré : « Les forces d'occupation israéliennes ont pris d'assaut les laboratoires et ateliers d'ingénierie automobile (anciennement le bâtiment énergétique) du siège principal de PTUK et ont fait des ravages dans ses propriétés.

---

« Cela fait partie d'une série de violations répétées perpétrées par l'occupation contre l'Université technique palestinienne de Kadoorie, son siège principal à Tulkarem et dans sa succursale à Al-Arroub. »

Le 8 novembre, les forces israéliennes sont également entrées dans l'université de Birzeit, selon un [communiqué](#) selon lequel l'université a été vandalisée et les drapeaux et les effets personnels des résidences étudiantes ont été confisqués.

Le 13 novembre, des étudiants en droit de l'Université de Birzeit en Cisjordanie ont publié une [déclaration](#) disant : « les forces d'occupation israéliennes ont intensifié leur oppression contre les Palestiniens ; y compris la persécution, les punitions collectives, les assassinats arbitraires, les arrestations massives et la violence des colons soutenue par l'État ».

### Arrestations universitaires et étudiants

Cette déclaration a été suivie par une annonce de l'Université de Birzeit le [20 novembre](#) concernant l'arrestation du Dr Hudhaifa Nabil Jabari lors d'une perquisition à son domicile à Hébron. Jabari travaillait au département de comptabilité de l'université.

La veille, l'université [avait annoncé](#) l'arrestation de Muhammad Zuhair Al-Zuhairi, étudiant à la faculté de droit et d'administration publique, et de son frère Ibrahim Al-Zuhairi, diplômé du département des médias de Birzeit.

Le communiqué indique que les troupes israéliennes qui sont entrées dans la ville de Birzeit « ont fait sauter la porte principale de la maison de Muhammad et Ibrahim, ont brutalement pris d'assaut la maison, ont détruit son contenu et ont battu Muhammad et Ibrahim avant de les arrêter ».

Le 16 novembre, l'Université de Birzeit a [annoncé](#) l'arrestation de Ferouz Salameh, une étudiante de troisième cycle du programme d'études israéliennes, à sa résidence de Birzeit.

Certaines des personnes arrêtées ont été libérées. Le 15 novembre, la Société des prisonniers palestiniens a publié un [communiqué de presse](#) indiquant que les forces d'occupation avaient libéré 17 étudiantes universitaires à Hébron qui avaient été arrêtées à leur domicile et qui avaient ensuite été convoquées au centre de détention (Etzion).

Les dirigeants étudiants ont été la cible d'arrestations. Le 9 novembre, un [communiqué](#) de l'Université nationale An-Najah de Naplouse a annoncé ce qu'elle appelle une campagne d'arrestations lancée par l'occupation en Cisjordanie et qui, selon elle, a touché « un certain nombre de collègues du corps universitaire et un certain nombre de nos collègues étudiants ». Parmi les étudiants arrêtés figurait le président du Conseil du syndicat étudiant, Omar Sari.

Le 24 octobre, le doyen des affaires étudiantes de l'Université de Bethléem a également [annoncé l'arrestation](#) du président du Conseil du syndicat étudiant, Moatasim Omar Issa.

« Nous appelons toutes les institutions internationales et régionales des droits de l'homme à prendre des mesures urgentes et à faire pression sur le gouvernement d'occupation pour qu'il mette fin à ses pratiques arbitraires et à ses attaques contre les organes représentatifs palestiniens élus, et à cesser de persécuter et d'arrêter les étudiants universitaires palestiniens », a déclaré le communiqué.

## Restrictions de mouvement

Yousef-Awwad Daraghmi, directeur du bureau des relations internationales et professeur agrégé au département d'ingénierie des systèmes informatiques de l'Université technique de Palestine à Kadoorie, a déclaré à *University World News* que la restriction de mouvement était un défi majeur pour les établissements d'enseignement supérieur.

Selon Daraghmi, les villes sont fermées la plupart du temps ou ouvertes seulement pendant une courte période. « Les étudiants ont donc perdu le droit d'étudier sur le campus, et plusieurs étudiants ont perdu la chance de participer à des événements locaux (conférences, concours, ateliers) en raison de la fermeture des villes.

« Plusieurs étudiants ont perdu la chance de participer à des événements internationaux tels que des conférences, des ateliers et des programmes d'échange d'étudiants », a-t-il déclaré.

Certains étudiants sont privés de la possibilité de voyager vers d'autres pays, tandis que d'autres craignent de se retrouver coincés à l'extérieur du pays si Israël ferme la frontière jordanienne.

« De nombreux étudiants ont besoin d'une formation pratique à différents niveaux d'études, comme les étudiants en ingénierie et en médecine. Cette formation peut se dérouler dans différentes villes difficiles de nos jours », a déclaré Daraghmi.

« Le personnel académique et administratif ne peut pas se rendre sur les campus la plupart du temps et s'il le peut, il se peut qu'il n'arrive pas à temps en raison des fermetures », a-t-il déclaré.

L'Université Dar al-Kalima de Bethlém [a déclaré dans un communiqué](#) que la communauté universitaire était soumise à un « siège étouffant ».

« Alors que les bombardements sont intenses à Gaza, nous, en Cisjordanie, y compris les habitants de Jérusalem-Est, souffrons d'un siège étouffant qui accroît l'isolement de nos sociétés arabes les unes par rapport aux autres et les divise en lieux militaires fermés par des barrières de ciment, des barrières de fer, portes et postes de contrôle militaires, qui empêchent les étudiants de se rendre dans leurs universités et écoles, et les exposent également à un danger comme tous les Palestiniens au danger en raison des actes violents et criminels commis contre eux par des colons armés et des soldats d'occupation, le taux de ce qui est accru depuis le 7 octobre au rythme de pas moins de huit incidents par jour, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires », peut-on lire dans le communiqué.

## Les universités menacées

Le conflit actuel a exacerbé les défis de longue date auxquels sont confrontées les universités de Cisjordanie, notamment leur viabilité financière. Arab News a rapporté en mars 2023 qu'environ 10 000 étudiants palestiniens vivant en Israël et étudiant dans des universités palestiniennes en Cisjordanie étaient confrontés à des difficultés en raison de l'escalade des incursions de l'armée israélienne dans les villes palestiniennes, des arrestations et des meurtres. Le journal rapporte qu'au moins 250 d'entre eux ont quitté les universités de Cisjordanie et sont retournés dans leur lieu de résidence en Israël. Khalil a déclaré que les universités de Cisjordanie étaient affectées financièrement par la perte de ces étudiants payants. Il a déclaré que [les restrictions imposées par Israël](#) aux échanges universitaires entre les établissements d'enseignement supérieur palestiniens et d'autres établissements d'enseignement régionaux et internationaux ont également entraîné des difficultés pour accueillir du personnel universitaire étranger. « Certaines universités ont été contraintes de résilier leurs contrats avec certains professeurs de nationalité étrangère en raison du refus des autorités d'occupation de renouveler leurs permis de séjour », a déclaré Khalil à *University World News*.

Il a ajouté que l'activité économique et la circulation des travailleurs à travers la Ligne verte (séparant Israël et la Cisjordanie) s'étaient également taries pendant le récent conflit, affectant la capacité des familles à payer les frais universitaires. Khalil a déclaré que le passage à l'éducation en ligne avait contribué à atténuer certaines des repercussions négatives de l'occupation, même avant le dernier conflit, mais que la stratégie israélienne consistant à fermer le réseau internet dans les territoires occupés pendant le conflit signifiait des perturbations inévitables des activités académiques.

Un rapport d'Access Now, intitulé « [Palestine unplugged : how Israel disrupts Gaza's internet](#) » publié le 10 novembre, expose comment Israël contrôle l'accès à l'internet et aux télécommunications des Palestiniens, utilisant les coupures d'internet comme « des armes de guerre pour supprimer les voix palestiniennes, ainsi que la couverture médiatique », des crimes de guerre et des atrocités sur le terrain ». Le rapport indique qu'le 31 octobre, 15 des 19 fournisseurs ont été confrontés à une fermeture complète de leurs services mobiles et à large bande, ce qui a directement affecté environ 411 000 personnes utilisant ces fournisseurs à Gaza et 34 000 personnes en Cisjordanie et les quatre autres étaient chacun confrontés à des niveaux de perturbations importants mais variables. « L'impact dans ces cas est partiel, car les étudiants et les universitaires (à?) sont affectés par l'interruption des (à?) réunions virtuelles ou par l'impossibilité de soumettre des examens et des tests courts », a déclaré Khalil. « Dans un tel cas, nous traitons les cas d'urgence en enregistrant les réunions et en les téléchargeant sur le portail électronique », a expliqué Khalil. Daraghmi a appelé les organisations éducatives mondiales à renforcer leur coopération avec les universités palestiniennes via la recherche et d'autres projets afin d'assurer la pérennité des universités palestiniennes et de les protéger de l'impact de la guerre. Ces organisations internationales comprennent, entre autres, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation internationale des étudiants, le Réseau des universités du monde et le Réseau international des universités indépendantes. « Les organisations mondiales d'éducation devraient également travailler dur pour aider les universités palestiniennes à maintenir leur infrastructure institutionnelle. Aujourd'hui, les universités de Gaza sont [attaquées](#). Nous craignons que les universités de Cisjordanie soient confrontées à cette situation dans un avenir proche », a déclaré Daraghmi. « Le monde doit forcer Israël à ne pas couper l'électricité ou Internet,

car cela perturbe lâ??Ã©ducation, la recherche et le travail administratif dans les universitÃ©s Â», a-t-il ajoutÃ©.

Faisant rÃ©fÃ©rence au fait que cibler les Ã©tablissements dâ??enseignement sâ??ils ne sont pas utilisÃ©s Ã des fins militaires constitue une violation du droit international humanitaire, Khalil a dÃ©clarÃ© quâ??il Ã©tait important de renforcer les efforts pour poursuivre les auteurs de crimes humanitaires et de renforcer les campagnes de boycott des institutions qui soutiennent lâ??occupation et politiques de colonisation.

Â« Il est nÃ©cessaire de crÃ©er un fonds international pour reconstruire les institutions qui ont Ã©tÃ© endommagÃ©es, de renforcer le rÃ©seautage et la coopÃ©ration avec les institutions palestiniennes et dâ??exercer une pression sur lâ??occupation en levant les restrictions imposÃ©es aux Ã©tablissements dâ??enseignement supÃ©rieur et au mouvement dâ??Ã©changes universitaires avec tous les partenaires internationaux. Â« , a dÃ©clarÃ© Khalil.

Source : [University World News](#)

Traduction : AJC pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

**date crÃ©Ã©e**  
2023/11/27